

Affaire suivie par : BE
Téléphone : 04 67 61 61 61
Mél : pref-collectivites-locales@herault.gouv.fr

Montpellier, le 5 août 2025

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025-08-DRCL-0306

Imposant des prescriptions complémentaires et suspension partielle de l'activité de la société Grandes Huileries du Midi (GHM) pour ses installations d'extraction d'huile situées sur la commune de Béziers

Le préfet de l'Hérault

- VU** le code de l'environnement et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 513-1 et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2160-2 (silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160-1 (silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 janvier 1963 de l'extraction de l'huile sur le site, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 10 février 1976, du 18 novembre 1983, du 17 janvier 2003, du 28 mai 2004, du 8 décembre 2005, du 24 juin 2010 et du 11 avril 2024 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2024-05-DRCL-0211 du 29 mai 2024 mettant en demeure la société GRANDES HUILIERIES DU MIDI (GHM) de respecter les « *dispositions de l'article 7.7.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juin 2010 en évacuant les déchets du bassin de confinement des eaux incendie, sous un délai de 7 mois* », à compter de la date de notification de l'arrêté ;

- VU** l'arrêté préfectoral n°2025-02-DRCL-0055 du 20 février 2025 portant mise en œuvre d'une astreinte administrative à l'encontre de la société Grandes Huileries du Midi (GHM) pour ses installations d'extraction d'huile situées sur la commune de Béziers ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement concernant la visite du 11 juin 2025 et le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier électronique le 8 juillet 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- VU** la réponse de l'exploitant par courrier électronique du 22 juillet 2025 faisant état des actions engagées notamment pour mettre en sécurité et résorber le stock de 3 500 m³ de déchets encore présents dans la fosse ;

CONSIDÉRANT que la société GRANDES HUILIERIES DU MIDI (GHM) a été mise en demeure par l'arrêté préfectoral n° 2024-05-DRCL-0211 du 29 mai 2024, de respecter les dispositions susvisées ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite effectuée le 19 décembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que la société GRANDES HUILIERIES DU MIDI (GHM) ne respectait pas l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé puisqu'environ 10 000 m³ de déchets restaient présents dans le bassin de rétention des eaux incendies ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 20 février 2025 susvisé met en œuvre une astreinte de 150 euros par jour jusqu'à satisfaction des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 mai 2024 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite effectuée le 11 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la société GRANDES HUILIERIES DU MIDI (GHM) ne respectait toujours pas l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé puisqu'environ 7 000 m³ de déchets restaient présents dans le bassin de rétention des eaux incendies ;

CONSIDÉRANT que plusieurs départs de feu dans la fosse ont été signalés, dont le dernier en date, le 8 juin 2025 a menacé de se propager sur le site voisin de la société GAZECHIM, site classé SEVESO qui stocke des produits inflammables ;

CONSIDÉRANT que le Service Départemental d'Incendie et de Secours a été sollicité à plusieurs reprises pour intervenir sur ces départs de feu ;

CONSIDÉRANT que des prescriptions doivent être imposées pour prévenir tout nouveau départ de feu dans le site et assurer résorption du stockage de matières présent irrégulièrement dans la fosse de stockage des eaux ;

CONSIDÉRANT que dans son courrier électronique l'exploitant fait état d'un stock de matières résiduels d'environ 3500 m³ et qu'il s'engage à le réduire à au plus 700 m³ d'ici le 31 août 2025 ;

ARRÊTE :

Article 1. Prescriptions complémentaires

La société GRANDES HUILLERIES DU MIDI (GHM) (SIRET 423 163 567 00021) dont le siège social est situé 25, avenue de Rome, Les Estroublans, 13127 VITROLLES, doit respecter, pour ses installations situées rue Paul Langevin, BP 3098, 34515 BEZIERS cedex, les prescriptions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

1. la surveillance d'un départ d'incendie dans la fosse doit être renforcée selon les conditions météorologiques, en particulier, en cas de vent ou de chaleur. L'exploitant doit mettre en œuvre un dispositif de suivi des conditions météorologiques ;
2. des équipements de lutte contre les incendies doivent être mis en œuvre à demeure au niveau de la fosse, en particulier un réseau de RIA (robinet d'incendie armé) doit permettre d'accéder à l'ensemble des stockages de la fosse et aux alentours ;
3. les stockages de pépins de raisin et de tourteau doivent être disposés afin de prévenir la propagation d'un éventuel départ de feu à la végétation alentour ;
4. des caméras thermiques doivent être mises en œuvre afin de pouvoir détecter les départs de feu sur l'ensemble de la surface de stockage. La détection d'un point chaud asservit une alarme reportée aux opérateurs présents sur le site.

La société Grandes huilerie du midi doit transmettre, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique relative aux solutions possibles pour prévenir la propagation d'un incendie à la végétation présente autour de la fosse, tel que la mise en œuvre d'une membrane géotextile sur les talus autour de la fosse.

Article 2. Suspension partielle d'activité

Faute de satisfaction des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-05-DRCL-0211 du 29 mai 2024 sus-visé, tout nouvel apport de matière (pépins de raisin, graines de tournesol) est interdit sur les installations de la société GHM situées rue Paul Langevin, BP 3098, 34515 BEZIERS, que les matières soient conformes ou non aux critères pour l'extraction d'huile.

Cette suspension s'applique :

- à compter du 31 août 2025 si la quantité de matière stockée en fosse reste supérieure à 700 m³ ;
- à compter du 15 septembre 2025 si la quantité de matière stockée en fosse reste supérieure à 300 m³.

La reprise de tout nouvel apport ne pourra être levée qu'après sollicitation de l'inspection des installations classées de la DREAL et avis favorable de cette dernière.

Article 3.

À défaut d'exécution des dispositions de l'article 1 et de l'article 2, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 4.

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

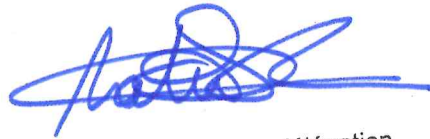
Article 5.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Hérault pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6.

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Béziers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GRANDES HUILLERIES DU MIDI (GHM).

Le préfet,



Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale

Véronique MARTIN SAINT LEON

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour d'affichage de la décision en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr